

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

N° 58 du 09.07.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Sommaire :

Tiré à part :

Rick Rozoff [Conseil de Guerre de l'OTAN contre la Syrie.](#)

fr.rian.ru : Bachar al-Assad doit partir.

legrandsoir : Cumhuriyet - Interview du Président Al-Assad avec un représentant des médias turcs.

algerie1 : [Plusieurs puissances extérieures « profondément impliquées », selon Annan.](#)

fr.rian.ru : [Syrie/conférence: Moscou s'opposera à toute ingérence étrangère.](#)

french.cri : [La Chine s'oppose à toute tentative de changement de pouvoir en Syrie par la force.](#)

Al Manar : Nous, le Hezbollah et l'Iran combattons aux côtés de la Syrie en cas d'agression.

Au jour le Jour

- french.cri : [L'OTAN entame des exercices navals au large de la Syrie](#)

- [La Suisse suspend ses ventes d'armes aux Emirats Arabes Unis.](#)

-french.cri : [L'OTAN entame des exercices navals au large de la Syrie.](#)

-Irib : [McCain appelle au soutien des terroristes armés en Syrie](#)

- [La Chine ne participera pas à la réunion sur la Syrie.](#)

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

-Liesi : [Guerre ou Intox ? Vidéo : Thierry Meyssan à propos de la destruction de la télévision Al-Ikhbariya.](#)

[2 Les brèves](#)

[2-1 IRIB : F4 turc, la nature de la mission ?](#)

[3 Dossier](#)

[3-1 Tlaxcala : BHL : L'art de la guerre, avec un verre de vin.](#)

[4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage](#)

[4-1 Kevin Barrett : Ingérence impérialiste en Syrie: le peuple turc donne l'exemple...](#)

[5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion](#)

[5-1 Avion turc : l'Otan a-t-elle menti ? vv](#)

[5-2 Akil Cheikh Hussein : Craignant une défaite en Syrie, l'OTAN pousse la Turquie dans le guêpier.v](#)

[6 Annexe](#)

[6-1 Vidéo : Les entrevues de l'idiot – La Démocratie ambiguë.](#)

Tiré à part :

Rick Rozoff : [Conseil de Guerre de l'OTAN contre la Syrie.](#)

Mardi 26 juin, à Bruxelles, le Conseil de l'Atlantique Nord – la plus haute instance de commandement du bloc militaire de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), dominé par les États-Unis – doit aborder la question de la Syrie sous l'angle des clauses de son texte fondateur qui, tout au long de la dernière décennie, a été à l'origine de déploiements préliminaires de forces armées conduisant au déclenchement de guerres totales.

Ce conseil est constitué des ambassadeurs des 28 États membres, représentant une population totale de 900 millions d'habitants. Ses membres fondateurs comptent trois puissances nucléaires – les USA, la France et l'Angleterre – dont la première s'est autoproclamée unique puissance militaire mondiale. Jusqu'à la veille de cette réunion, l'OTAN devait examiner une requête de l'un de ses membres, la Turquie, de tenir des consultations conformément aux dispositions de **l'Article 4 du Traité de l'Atlantique Nord, qui autorise tout État membre à appeler l'intégralité des membres de l'Alliance à répondre à ce qu'il considère comme une attaque contre sa sécurité et son intégrité territoriale.** Le 25 juin, trois jours après que le chasseur bombardier supersonique F14 eut été abattu au-dessus des eaux territoriales syriennes, la Turquie annonça qu'elle demanderait que l'alliance militaire en réfère à l'Article 5, lequel stipule que « **toute attaque armée contre un ou plusieurs États membres en Europe ou en Amérique du Nord doit être considérée comme une attaque contre tous** », les alliés de l'OTAN étant alors tenus de « **porter assistance à la, ou aux parties ainsi attaquées, en engageant sur le champ, individuellement et en concertation avec les autres parties, toute action jugée nécessaire, y compris le recours à la force armée...** »

L'Article 5 avait été invoqué en octobre 2001, pour la première et unique fois en date, et fonde toujours, depuis une dizaine d'années, le déploiement en Afghanistan de troupes des 28 États membres et de leurs 22 partenaires.

L'Article 4 fut invoqué pour la première fois le 16 février 2003, à nouveau par le Conseil de l'Atlantique Nord et à nouveau au sujet de la Turquie, à la veille de l'invasion anglo-américaine de l'Irak. Cela entraîna le déclenchement de l'Opération « Display Deterrence » [déploiement d'une force de dissuasion], et le déploiement en Turquie de cinq batteries de missiles d'interception 'Patriots' – trois allemandes et deux américaines – ainsi que de quatre appareils de surveillance aérienne AWACS [Airborne Warning and Control Systems : Systèmes aéroportés de Contrôle et d'Alerte], en conjonction avec le Système de Défense Aérienne Élargi Intégré de l'OTAN.

L'OTAN déploya, selon ses propres termes, « 1 000 techniciens spécialisés et extrêmement compétents » pour conduire l'Opération.

Les premiers avions AWACS arrivèrent le 26 février, et trois semaines plus tard l'invasion et le bombardement de l'Irak étaient lancés. Bien qu'il n'y ait eu à l'époque en Irak que 25 millions d'habitants, contre 70 en Turquie, et bien que l'armée turque ait été la plus formidablement équipée de la région – tandis que l'Irak sortait affaibli de huit années de guerre contre l'Iran dans les années 1980, de la campagne de bombardements des États Unis et de leurs alliés en 1991 et depuis, et de douze années de sanctions écrasantes, l'OTAN ne tarissait pas d'éloges sur l'Opération Display Deterrence, qui venait de « tester et prouver la capacité des forces de l'OTAN à répondre immédiatement et avec la force offensive appropriée, à une menace évoluant rapidement contre l'un des membre de l'Alliance ».

Dans quelle mesure un Irak aussi mortellement affaibli avait réellement pu représenter pour la Turquie « une menace évoluant rapidement », cela ne fut jamais précisé.

Les AWACS sortirent sur une centaine de missions et les batteries de Patriots allemandes furent notamment équipées de missiles Patriot Advanced Capability-2, « un missile plus moderne fourni par l'Allemagne » expliqua l'OTAN.

L'Opération prit fin le 3 mai, soit 65 jours après son déclenchement et 45 jours après le début de l'invasion de l'Irak. Pour donner une idée de ce que l'OTAN pourra déclarer à l'issue de cette réunion au sommet, l'Ambassadeur turc de l'époque, auprès de l'OTAN, déclara après avoir invoqué l'Article 4 :

« Encore une fois, je tiens à témoigner de la sincère gratitude du peuple et du gouvernement turcs envers la solidarité dont l'Alliance a su faire preuve en renforçant la défense de mon pays en réponse à la dernière crise en Irak. Nous sommes convaincus que, à travers un déploiement d'une force de dissuasion aussi active et collective, l'OTAN a non seulement tendu la main et offert une aide infiniment appréciable à l'un de ses membres en grande difficulté, mais il a aussi prouvé une fois de plus sa

crédibilité et sa pertinence, en tant que pierre de touche de la sécurité collective dans la zone Euro-Atlantique ».

La Turquie était alors, tout comme aujourd'hui, présentée comme la victime – « en grande difficulté » qui plus est – tandis que l'Irak, en état de siège et sur le point d'être anéanti, était considéré comme l'agresseur.

La population syrienne se trouve à l'heure actuelle dans la même position que l'Irak à l'époque, sauf que la Turquie est cette fois une nation quasiment trois fois plus grande. La Syrie est isolée et ses forces militaires sont dérisoires par rapport à celles de son voisin turc. **Ce dernier peut en outre compter sur le soutien de 27 alliés, au nombre desquels la plupart des plus grandes puissances militaires du monde.**

Les États-Unis disposent déjà d'environ 90 bombes nucléaires tactiques B61 stationnées sur la base aérienne d'Incirlik, à 35 miles des côtes méditerranéennes de Turquie.

C'est en outre au moins la seconde fois depuis avril dernier que le Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdogan demande l'activation de la clause d'assistance militaire mutuelle de l'article 5 – qui implique le déclenchement d'une guerre. La première ayant eu lieu plus de deux mois avant la destruction du chasseur bombardier turc survenue la semaine dernière.

Le 25 juin, le vice Premier ministre turc Bulent Arinc avait annoncé que sa nation « avait déposé auprès de l'OTAN toutes les demandes requises concernant l'Article 4 et l'Article 5 ».

Selon l'agence de presse Associated Press, il aurait ajouté :

« Il est important de comprendre que, dans le cadre légal, nous userons bien évidemment jusqu'à la fin, de tous les droits que nous garantit le droit international. Cela inclut notamment l'auto-défense. Cela inclut aussi toutes les formes possibles de représailles. Cela inclut toutes les sanctions applicables à l'État agresseur en vertu du droit international. La Turquie ne négligera absolument rien en la matière... ».

Les États-Unis et l'OTAN avaient impérativement besoin d'un prétexte pour attaquer la Syrie, et la Turquie, seul membre de l'OTAN frontalier de la Syrie, a toujours été le prétexte idéal auquel recourir pour attaquer une nation arabe.

L'incident de vendredi dernier et la réunion de l'Otan qui y a fait suite, marquent **le début du quatrième acte d'une tragédie que le reste du monde n'a que trop peu de temps pour empêcher.**

Rick Rozoff

29 juin 2012

Article original en anglais :

Traduit de l'anglais par Dominique Arias.

Auteur de nombreux articles très documentés sur les activités militaires des Grandes Puissances occidentales à travers le monde, Rick Rozoff est chercheur et activiste, créateur de l'organisation Stop NATO.S

Stop NATO: site et articles: <http://rickrozoff.wordpress.com>

<http://www.internationalnews.fr/article-conseil-de-guerre-de-l-otan-contre-la-syrie-107591269.html>

fr.rian.ru : Bachar al-Assad doit partir.

Et pourquoi ça?

"Non, non et non!" est la réaction préalable de divers mouvements d'opposition syrienne à l'issue de la réunion de samedi dernier à Genève, où a été créé le Groupe d'action sur la Syrie.

Le départ du président Bachar al-Assad sera presque à coup sûr le point clé du communiqué final de la conférence des forces d'opposition de Syrie, qui s'achève mardi au Caire.

D'autres opposants, parmi ceux qui combattent le régime en Syrie même, ne veulent pas se lier d'amitié avec l'équipe du Caire, mais sont d'accord en ce qui concerne le départ d'al-Assad. Et ils sont tous indignés par la décision prise à Genève et selon laquelle la démission du président syrien n'est pas le début du règlement du conflit syrien, mais plutôt la fin de celui-ci, si tant est qu'elle soit nécessaire.

Un dictateur par an

Faisons preuve de naïveté et posons-nous la question: et pourquoi le président syrien doit partir?

Il existe plusieurs réponses. Par exemple, parce que pour le président américain Barack Obama, qui cherche à briguer un second mandat (ou plutôt pour ses électeurs), Bachar al-Assad est un dictateur qui

utilise des chars et l'aviation contre le peuple révolté aspirant à la démocratie et armé uniquement d'armes d'infanterie. Un bon président américain est celui qui fera partir Assad.

Mais à quoi vous attendiez-vous dans une société où Blanche-Neige, autrefois douce et gentille, revêt aujourd'hui une cotte de mailles et lutte, épée à la main, contre la dictature de la reine? Et si votre public a été habitué à voir un dictateur être renversé quelque part dans le monde une fois par an?

Autre version: Bachar al-Assad doit partir parce que l'Arabie saoudite lutte contre l'Iran et cherche dans le même temps à établir des régimes plus ou moins extrémistes à travers tout le Proche-Orient, en Tunisie, en Egypte, en Libye... La Syrie n'est pas le seul pays pro-iranien de la région, mais elle est d'importante.

Ou encore. Le départ d'al-Assad est le programme minimum, un moyen de "sauver la face" pour l'opposition syrienne qui doit, après tout, avoir conscience qu'elle peut également perdre. Au début, c'était facile – Tunisie, Egypte, Libye, personne n'a d'objections, personne n'utilise son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies, l'opinion publique européenne et américaine est comme toujours du côté des révolutionnaires (peu importe le nombre de meurtres qu'ils commettent), même les autorités américaines ignorent comment empêcher les Saoudiens de remanier le Proche-Orient.

Mais aujourd'hui, tout est devenu plus difficile, les opposants syriens admettent déjà l'éventualité de rester sans soutien. Et dans ce cas, un compromis est nécessaire, une illusion de victoire, un sacrifice rituel. C'est-à-dire al-Assad.

Qui a commencé

Posons-nous encore quelques questions très simples: qui fait exploser des studios de télévision, qui pose des bombes dans les cortèges funéraires, capture des quartiers et des villes? En fait, combien exactement de personnes en Syrie soutiennent l'opposition armée (et non armée) – 10%? 20%? Pour quelle raison l'armée syrienne se mettrait à utiliser les chars et l'aviation contre des habitants presque pacifiques, et pourquoi le régime s'est tout à coup mis à attaquer la population?

Et en cherchant les réponses à ces questions, on sera immédiatement confronté à une réalité très simple: la majeure partie des informations destinées au public en dehors de la Syrie provient de l'opposition.

L'un des événements les plus captivants de ces derniers jours est le discours du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à Genève devant la presse, à l'issue de la conférence sur la Syrie. On ressent très bien, à travers ses réponses, qu'au sommet de la diplomatie mondiale, on est parfaitement conscient de ce qui se passe en réalité autour de la Syrie, mais on cherche pathétiquement à ne pas faire de scandale les uns avec les autres.

Et d'après cette conférence de presse, on constate également que dès que quelqu'un (une mission quelconque de maintien de la paix) commence à comprendre ce qui se passe réellement en Syrie, la mission prend fin.

A la fin de l'année dernière, c'était le cas des observateurs de la Ligue arabe, et aujourd'hui, cela concerne la mission de l'émissaire de l'ONU Kofi Annan... Tout cela se produit pour la bonne et simple raison que ceux qui commencent à voir la situation sur place, en Syrie même, mentionnent d'abord que l'opposition est "également" responsable de l'effusion de sang, puis...

Et puis, à titre privé, ces gens se mettent à dire que l'agresseur dans le conflit est bien l'opposition, et qu'il s'agit du même public hétéroclite et pas forcément d'origine syrienne qui a participé à la guerre en Libye, qui tue des gens au Yémen et qui était impliqué auparavant dans des opérations similaires au Kosovo... Quant au gouvernement syrien, évidemment il se défend parfois férocement, et souvent il utilise la répression sans discernement. La guerre n'est jamais bonne.

Et pour régler quelque chose en Syrie, il faut faire pression sur les deux camps. A commencer par l'opposition. Mais dès qu'on en arrive là, la communauté internationale se retrouve dans une impasse, comme l'a très bien noté à Genève Kofi Annan: tout le monde est d'accord, mais personne ne fait rien. L'affaire est arrivée dans la même impasse immédiatement après Genève. Par exemple, comment les Etats-Unis vont pouvoir faire pression sur les opposants syriens qui sont approvisionnés en armements par les monarchies du Golfe? Washington a déjà perdu pratiquement toutes ses positions au Proche-Orient, alors il ne va certainement pas se brouiller avec ses derniers amis, tels que l'Arabie saoudite...

Comment tout se passera en réalité

Pendant la conférence à Genève, le communiqué final du Groupe d'action a été adopté. Il faut, bien sûr, le lire en entier – c'est un document très sensé qui décrit intelligemment les étapes pour imposer la paix

en Syrie. La démission d'al-Assad n'est pas exclue, étant donné que l'avenir du pays doit être déterminé par l'ensemble du peuple, et tout dépendra de son vote.

Comparons-le avec le document qui sera adopté par une partie de l'opposition syrienne demain au Caire: il commence par le départ de tout le monde – d'al-Assad, du gouvernement, du parlement. Autrement dit, pour commencer, le pays doit rester sans gouvernement. Puis l'opposition récupérera le tout et décidera. Mais comment tout se passera réellement en Syrie? Il existe plusieurs scénarios, et tous sont plutôt pessimistes. Admettons que des volontaires iraniens commencent à se battre sur le territoire syrien contre... qui? Il y a déjà des volontaires armés par les monarchies du Golfe, qui sont précisément l'opposition. Mais il existe toujours l'éventualité d'une intervention étrangère sous un prétexte quelconque.

Ou le scénario du chaos. Si, par exemple, les militaires se retrouvent les mains liées par certains engagements, et que l'opposition poursuit ses "exercices", alors la population cesserait d'être pacifique et exigerait (et obtiendrait) des armes de la part de l'armée pour ne pas laisser l'opposition la décimer trop facilement. C'est précisément ce qui s'est passé au Kosovo en 1999, et au Timor oriental la même année. Et c'est une mauvaise perspective, car la milice civile est hors de contrôle et commet des atrocités pires que l'armée.

De plus, c'est exactement ce qui se passe. Récemment a été examinée une mystérieuse affaire des cent morts dans le village de Houla, et dans les communiqués, on mentionnait les "chabiha". Il s'agit précisément d'une milice civile.

Quant au scénario positif, il ne paraît pas très plausible. Non seulement parce que l'opposition syrienne ne souhaite pas déposer les armes, mais également car ceux qui lui fournissent ces armes expliquent à chaque fois: ne faites pas attention à ces conférences. C'est pour rire.

L'opinion de l'auteur ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction

<http://fr.rian.ru/discussion/20120703/195235978.html>

legrandsoir : Cumhuriyet - Interview du Président Al-Assad avec un représentant des médias turcs. Le Quotidien turc « Cumhuriyet » a publié le 3 juillet 2012 une partie d'une interview accordée par le Président Bachar al-Assad qui s'est exprimé sur les événements en Syrie et leurs développements régionaux et internationaux. D'après « Shukumaku », cinq quotidiens turcs... avaient sollicité cet entretien accepté par les autorités syriennes compétentes, mais quatre d'entre eux n'ont pas été en mesure de se rendre en Syrie pour y participer ; le Directeur du Bureau du Premier ministre turc RecepTayyipErdogan leur ayant demandé de s'abstenir.

D'après Syria-politic [1], la BBC serait pratiquement le seul média à ne pas avoir plus ou moins mésinterprété le sens des paroles du Président syrien en ce même jour [NdT].

Monsieur le Président, est-ce que les relations tendues entre la Syrie et la Turquie, notamment depuis qu'un avion turc a été abattu, pourraient mener à une « chaude » confrontation entre nos deux pays, comme semble le croire les dirigeants turcs ?

Nous vivons une étape que je considère historique. Une multitude d'événements et de développements sont en train de dessiner la carte de toute une région. À mon avis, cette étape est probablement comparable à celle qui a eu lieu, il y a cent ans, lorsque l'Empire Ottoman a reculé et que le Khalifat est tombé, avec la discorde entre les Arabes et les Turcs qui a suivi. Ces douze dernières années, et depuis la première visite du Président Sezer en Syrie, nous n'avons eu de cesse de changer cette image héritée du passé, et même de l'effacer totalement de l'esprit des Arabes. Nous avons toujours dit que l'époque de ces litiges révolus nous a beaucoup et utilement appris.

Les Arabes ont perdu... les Turcs ont perdu... il n'est donc pas raisonnable que, tout d'un coup, nous reprenne l'envie de revenir à ce stade pour que vous et nous perdions de nouveau ! Depuis un an et 3 mois, autrement dit, depuis le début de la crise en Syrie, nous avons travaillé dans plusieurs directions à la fois... la première pour résoudre la crise et faire face aux terroristes ; la deuxième pour tenter de conserver la relation que nous avons réussi à construire avec la Turquie, alors que chacun des pas et des discours de l'actuel gouvernement turc s'évertuent visiblement à la saper... Je peux dire qu'ils sont arrivés à détruire la plus grande partie de l'édifice que nous avons bâti, mais les fondations sont restées, et ces fondations sont les relations entre les deux peuples.

C'est pourquoi et en réponse à votre question, je tiens à dire qu'en Syrie nous continuerons à travailler dur pour que les choses n'en arrivent pas à la confrontation, une confrontation perdante pour la Syrie, et

pour la Turquie. Je vois bien que la Turquie se dirige dans le sens inverse, mais seulement au niveau de son gouvernement, non au niveau de son peuple. Le peuple turc est conscient et ne permettra pas, comme nous ne permettrons pas, d'en arriver là. Il sait que ce gouvernement veut l'entraîner vers la confrontation pour des intérêts particuliers et non pour des intérêts nationaux.

Monsieur le Président, maintenant que vous avez dit que vous ne laisserez pas les choses aller dans le sens de la confrontation, quelle est la position syrienne sur l'avion turc abattu... et les déclarations du gouvernement et de l'Etat turcs disant qu'il l'a été délibérément et conformément aux instructions directes du Président Al-Assad ?

Étaient-ils en ma présence à ce moment précis ? C'est ridicule... il faut rester logique. Nous sommes face à deux versions : soit nous avons abattu cet avion délibérément, comme ils le prétendent ; soit nous l'avons abattu en dehors des eaux territoriales par erreur, si erreur il y a ! Si nous l'avons abattu par erreur en dehors de nos eaux territoriales, nous n'aurions pas de problème pour le reconnaître et présenter nos excuses officielles ; ce dont le peuple turc sera juge. En revanche, si nous l'avons délibérément abattu, la question logique serait de savoir quel serait l'intérêt de la Syrie à ce faire. Détesterions-nous le peuple turc au point de lui adresser un message en ce sens ? Ce n'est pas vrai parce que, ces dernières années, ce peuple a répondu à notre amitié par autant d'amitié et que, dans sa grande majorité, il ne croit pas aux allégations avancées par le gouvernement Erdogan depuis le début de la crise... Avons-nous cherché à asséner un coup à l'armée turque ? Pourquoi faire, alors qu'elle n'a commis aucun acte d'agression à notre égard ?

En réalité, l'avion a été abattu par le plus petit des canons utilisés en défense anti-aérienne dont la portée est de 2,5 kms au maximum, et il est très difficile pour des canons anti-aériens d'abattre un avion de combat s'il ne vole pas très bas. Par conséquent, le fait que cet avion ait été abattu par une telle arme signifie qu'il se situait à moins de 2,5 kms des côtes et à basse altitude. En temps normal et en temps de paix, lorsqu'un avion ami de n'importe quel pays du monde se pointe de la sorte vous ne le descendez pas, à plus forte raison s'il s'agit de l'avion d'un pays voisin comme la Turquie ! Mais nous sommes un pays en guerre et dans ces conditions lorsque vous ne pouvez identifier l'avion qui arrive, vous supposez qu'il s'agit d'un avion ennemi ; d'autant plus que lorsqu'il est descendu en altitude, il n'était pas visible sur les radars syriens.

Nous avons donc descendu un avion non identifié, et ce n'est que lorsque la Turquie a annoncé la disparition de l'un de ses avions que nous avons supposé qu'il pouvait s'agir d'un avion turc. Nous avons contacté le côté turc, alors qu'il ne s'est manifesté d'aucune façon et que les communications directes entre nos deux armées sont totalement interrompues sur décision des autorités turques. C'est donc le côté syrien qui a contacté le ministère turc des Affaires étrangères, qui a mis quelques heures à répondre... Les bateaux de sauvetage ont été envoyés... Et bien sûr, une coopération syro-turque s'est établie pour porter secours aux pilotes... Cependant, ce qui n'a pas été dit, c'est que l'avion volait dans un couloir aérien emprunté maintes fois par l'aviation israélienne pour violer notre espace. Donc, en de pareilles circonstances et vu la vitesse, le trajet, et la basse altitude, tout militaire syrien pressent qu'il peut s'agir d'un avion ennemi et agit en conséquence. Je répète et j'affirme que, du côté syrien, l'avion n'était pas identifié avant d'être abattu.

Monsieur le Président, pourquoi n'y a-t-il pas eu de sommation ?

Pour cela, il aurait fallu que l'avion apparaisse sur le radar, mais le soldat derrière son canon ne dispose pas de mécanismes d'alerte. Ses instructions sont telles qu'en pareil cas, il doit tirer. C'est la règle... il tire sans se référer à son commandement, car c'est une affaire de secondes.

À aucun moment, cet avion n'a été repéré par les radars syriens ? Peut-être l'a-t-il été quand il se trouvait en haute altitude et à l'extérieur des eaux territoriales... Mais dans les eaux territoriales, la question est toute autre. Tout le monde sait que nous parlons ici d'une distance de 20 kms normalement parcourue en une minute ou moins, et qu'en basse altitude un avion échappe aux radars. La preuve en est que lorsque les avions israéliens ont pénétré notre espace pour nous bombarder en 2007, ils ont échappé à nos radars... Plus important encore, il n'y a pas de missiles de défense anti-aérienne pouvant atteindre les limites de nos eaux territoriales dans cette zone. Ce sont là des mensonges lancés par certains responsables turcs

L'armée turque a parlé de communications entre responsables des radars syriens ayant trait à l'attaque de l'avion turc... Elle a appelé tous les États possédant des dispositifs d'écoute, des satellites, et des bases militaires dans la région, Chypre en particulier, à publier ce qu'ils auraient enregistré.

Qu'ils publient donc ! Mais ils mentent... Nous avons abattu un avion resté non identifié jusqu'à ce que la Turquie l'annonce, et je répète et insiste pour que ceux-là répondent à ma question : où est l'intérêt de la Syrie pour abattre un avion turc ? Ils n'ont pas la réponse, alors que jusqu'ici nous avons refusé de traiter le sujet comme un avion destiné à violer notre espace aérien... en cet instant précis, nous voulons toujours en rester à une hypothèse de bonne foi ... une erreur du pilote... peut-être... un accident !

Monsieur le Président, qu'avez-vous ressenti lorsque vous avez été informé qu'un avion turc avait été abattu ?

Sur le plan psychologique, le peuple turc est un peuple ami et il est évident que vous ne pouvez pas être heureux d'avoir abattu un avion, à moins que ce ne soit celui d'un ennemi. Pour nous, l'ennemi est israélien... En revanche, nous avons bien ressenti que Mr Erdogan et son gouvernement voulaient exploiter la situation pour des bénéfices qu'ils n'ont pas été en mesure de récolter cette dernière année. En quinze mois, ils n'ont pas réussi à mobiliser le peuple turc contre nous... ils ont donc tenté d'utiliser ce sujet pour transférer l'hostilité entre deux gouvernements à deux peuples. C'est grave !

Monsieur le Président, vous venez d'expliquer à la rue turque que cet avion n'a pas été abattu délibérément et que l'interprétation qui en a été donnée est différente. Mais deux jeunes pilotes sont morts et sont donc les victimes, qu'ils aient été envoyés délibérément ou non... que dites-vous aux familles de ces deux officiers, en sachant que l'un d'eux se préparait à rejoindre une mission dans l'espace ?

Abstraction faite des politiques de Mr Erdogan qui n'a infligé au peuple syrien que blessures et destructions, et abstraction faite de son gouvernement qui ne lui a souhaité que la mort... nous, nous ne souhaitons que le bien pour le peuple turc. C'est un peuple ami et, pour nous, la mort d'un citoyen turc signifie la mort d'un frère. Nous présentons nos sincères condoléances aux familles et exprimons notre estime à ce père du pilote que nous avons entendu dire à Erdogan : « c'est mon fils qui a été tué et nous ne voulons pas que sa mort soit exploitée pour aller à la guerre » ! C'est un comportement honorable qui mérite le respect... il est certain que nous partageons leur sentiment... et puisque nous sommes frères, nous ressentons la perte de n'importe quel turc comme la perte de n'importe quel syrien. Ceci, je le répète, abstraction faite des politiques de Mr Erdogan.

Auriez-vous souhaité qu'une telle chose ne soit pas arrivée ?

Nous ne souhaitons pas qu'une telle chose arrive à tout avion non hostile et non seulement à un avion turc. Ceci dit, n'importe quel avion et même un avion syrien serait considéré comme un avion ennemi dans les mêmes circonstances ! Ce ne sont pas là des règles politiques mais des règles militaires, et je pense qu'elles sont suivies dans la plupart des pays du monde.

Monsieur le Président, quel serait votre commentaire au fait que ces deux pilotes décédés ne faisaient partie ni du gouvernement ni de l'Etat turcs... malgré notre considération pour vos sentiments envers eux, leurs familles, et le peuple turc ?

C'est normal... mais ces deux pilotes font partie de l'armée, et ce que vous sous-entendez est censé passer par une relation directe entre nos deux institutions militaires, relation totalement interrompue alors qu'en l'occurrence, elles étaient censées communiquer directement. Ce ne fut pas le cas !

Relation interrompue dans ce seul cas ?

Non... la relation est interrompue depuis plus de six mois par décision du gouvernement turc et plus précisément depuis les modifications survenues au sein de l'armée turque. Vous savez bien qu'entre pays voisins, certains événements semblables ou totalement différents nécessitent une coordination directe entre les forces armées. Or, nous ne disposons actuellement d'aucun annuaire à utiliser en cas d'urgence. Quand nous avons soulevé la question auprès de l'attaché militaire turc, il nous a été répondu que nous devons le contacter par le biais du gouvernement. Ce n'est pas très pratique, mais c'est une décision prise du côté turc, non du côté syrien.

Monsieur le Président, le côté turc prétend que son point fort réside dans le fait que c'était un avion de reconnaissance ne disposant d'aucune arme ou protection... pourquoi a-t-il été abattu ?

Les règles militaires ne sont pas liées au type d'avion, à sa mission ou à son armement. Le guerrier ou le soldat derrière la DCA ne sait pas s'il s'agit d'un avion de reconnaissance ou de combat, équipé ou non de missiles... entré par erreur ou pour hostilité... Il ne peut apprécier, mais votre question entraîne une autre : pourquoi ne nous ont-ils pas prévenu que leur avion allait s'approcher de l'espace aérien syrien ? S'il y avait eu coordination entre nos deux armées, nous aurions été au courant des exercices en cours et nous aurions plus facilement estimé la situation... Le côté turc doit dire publiquement ce que

faisait cet avion dans l'espace aérien syrien bien que nous ne l'exigions pas, considérant l'incident comme un accident !

Le gouvernement turc voit désormais le gouvernement et le régime syriens comme un ennemi et, suite à cette crise récente, il a commencé à masser ses troupes à la frontière syrienne, comment voyez-vous la Turquie et quelle est votre réponse à ces agissements ?

Les deux pires phases qui ont traversé l'Histoire des relations syro-turques ont eu lieu en 1998 lorsque la Turquie a massé son armée à nos frontières et dans les années cinquante, en 1955 je crois, au moment du « Pacte de Bagdad » ; cependant, nous n'avons pas vu la Turquie comme un ennemi. Il est donc évident que nous ne la verrons pas comme un ennemi ni aujourd'hui, ni demain, même si nous sommes en désaccord entre gouvernements. Pour qu'il y ait hostilités entre la Syrie et la Turquie, il faudrait qu'il y ait hostilités entre les deux peuples... L'hostilité entre les gouvernements n'est pas suffisante et c'est pourquoi il n'y a pas de troupes syriennes qui se dirigent vers la Turquie.

En Turquie, il se dit que de nouvelles règles d'affrontement feraient que n'importe quel avion ou tank syriens qui s'approcheraient de la frontière turque seraient attaqués... Qu'en dites-vous ?

Aucun État n'a le droit de tirer que s'il y a violation de son territoire par un autre État.

Supposons qu'il y ait ciblage d'un tank ou d'un avion syriens...

C'est une question hypothétique. Nous ne voulons pas que les choses aillent dans ce sens entre la Syrie et la Turquie... Et, s'ils ciblent n'importe quel engin à l'intérieur des frontières syriennes, ce sera une agression contre la Syrie.

Comment évaluez-vous la Conférence de Genève... et, en particulier, les points soulignés par Mr Kofi Annan ?

Nous n'en avons pas encore discuté directement avec Mr Kofi Annan ou avec le côté russe. Néanmoins, certains points nous ont semblé très clairs dans les déclarations de Mr Annan et du ministre russe des Affaires étrangères, Mr Lavrov. Le premier : c'est au peuple syrien de décider et c'est la position syrienne ... Le deuxième : il faut commencer par l'arrêt des violences et c'est la position syrienne ... Le troisième : il faut désarmer les bandes armées et c'est la position syrienne... Comme l'a dit Mr Annan, les mains tâchées du sang syrien ne se trouvent pas seulement en Syrie mais aussi à l'étranger, ce qui confirme le rôle d'autres pays qui sont impliqués... Ces points sont essentiels pour nous, le plus important et celui sur lequel nous ne céderons pas est que toute prise de décision émane de l'intérieur de la Syrie, non de l'extérieur !

Y a-t-il des paroles qui vous auraient déplu dans les déclarations de Mr Annan à Genève ?

Tant qu'il n'y a pas atteinte à la souveraineté syrienne, tout le reste est discutable... Tout ce qui porte atteinte à cette souveraineté nous déplaît... Hier, Mr Annan a dit que tout relève du peuple syrien et cela nous satisfait.

Monsieur le Président, je ne sais si vous avez suivi la conférence de presse de Mme Clinton qui a dit avoir compris des déclarations de Mr Annan que le président Assad devait s'en aller... Comment comprenez-vous ces mots ?

Tout d'abord, pour nous les paroles des responsables étatsuniens ne sont généralement d'aucune crédibilité ; ensuite, les prises de position des États-Unis sont fondamentalement hostiles à la Syrie depuis le début de la crise dont ils sont partie prenante, en plus de leur soutien évident aux terroristes. C'est pourquoi, nous ne nous sentons nullement concernés par les déclarations de tel ou tel responsable étatsunien au cours de cette crise.

Ce qui nous importe c'est comment vous comprenez ce qu'a dit Mr Annan, non ce qu'a dit Mme Clinton ou Mr Lavrov... comment vous comprenez la conclusion de la Conférence de Genève ?

Nous, ce qui nous importe principalement est que la décision revienne au peuple syrien. C'est ce qu'il nous importe de comprendre et ce qui nous intéresse... le respect de notre souveraineté et la non-ingérence dans nos affaires intérieures.

À cette Conférence ont été abordées les questions de la transition du pouvoir avec ou sans le Président Al-Assad et celles des exigences régionales et internationales pour achever le processus de réforme... quelle est votre position à ce sujet ?

Les réformes n'ont rien à voir avec le régional ou l'international. Nous n'acceptons aucun diktat imposé de l'extérieur et tout se décide en interne. Si j'avais été personnellement intéressé par un poste, j'aurais exécuté les diktats des États-Unis et les exigences des pétrodollars... j'aurais vendu mes positions et mes

principes au pétro-dollar... et surtout, j'aurais accepté la mise en place d'un bouclier anti-missiles en Syrie.

Si les circonstances exigeaient que vous abandonniez votre poste pour sauver votre peuple et la Syrie... le feriez-vous ?

Si le départ d'un Président réalise l'intérêt de son pays, il est naturel qu'il parte... c'est évident. Il n'est pas concevable de rester un seul jour de plus si telle n'est pas la volonté du peuple et c'est les élections qui en décident.

Devons-nous comprendre que vous ne pensez pas rester en poste ad vitam aeternam ?

Je vous ai déjà dit que ce qui m'intéresse est ce que je construis, non le poste que j'occupe. Pour moi, l'important est de construire !

Dr Bachar al-Assad Président de la République Arabe Syrienne 03/07/2012

Article original : Shukumaku <http://www.shukumaku.com/Content.php?id=48985>

Article traduit de l'arabe par MounaAlno-Nakhal [Biologiste]

[1] <http://syria-Cumhuriyet : I>
<http://www.legrandsoir.info/syrie-interview-du-president-al-assad-avec-un-representant-des-medias-turcs-cumhuriyet.html>

[politic.com/ar/Default.aspx?subject=806](http://www.legrandsoir.info/syrie-interview-du-president-al-assad-avec-un-representant-des-medias-turcs-cumhuriyet.html)

URL de cet article 17147

<http://www.legrandsoir.info/syrie-interview-du-president-al-assad-avec-un-representant-des-medias-turcs-cumhuriyet.html>

algerie1 : [Plusieurs puissances extérieures « profondément impliquées », selon Annan.](#)

L'envoyé spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Kofi Annan, a affirmé vendredi que des pays tiers « sont profondément impliqués » dans la crise qui frappe la Syrie depuis 15 mois.

« Plusieurs puissances extérieures sont profondément impliquées (...) la méfiance mutuelle les a poussées à aller à l'encontre » du plan de paix, a déploré M. Annan dans une tribune publiée vendredi dans le quotidien américain Washington Post, à la veille d'une réunion cruciale sur la Syrie à Genève. Sans nommer ces pays, l'émissaire international les a accusés « d'inciter, intentionnellement ou non, le gouvernement et une partie de l'opposition à penser que la force est la seule option ». « Ceci n'est dans l'intérêt de personne et surtout pas du peuple syrien », a-t-il ajouté.

Pour M. Annan, « le moment est venu pour tous ceux qui ont une influence sur les parties (au conflit syrien) et pour tous ceux qui portent la responsabilité de la paix et de la sécurité internationale d'agir en faveur de la paix ».

Le nouveau Groupe d'action pour la Syrie qui se réunit au niveau ministériel samedi à Genève « doit s'engager à agir dans l'unité pour mettre fin au bain de sang et appliquer le plan en six points » que l'ONU a entériné en avril, a-t-il affirmé. Selon M. Annan, « il est très clair que la violence ne s'arrêtera pas sans une pression commune et continue exercée de la part de ceux qui ont une influence, y compris en prévoyant des conséquences pour le non respect » des engagements pris.

« Si tous les participants à la réunion de samedi sont prêts à agir en conséquence, nous pouvons renverser la tendance et progresser vers une situation de paix où le peuple syrien pourra décider de son propre avenir. Sinon, la spirale de la violence continuera et pourrait bientôt devenir irréversible », a-t-il averti.

Le plan de sortie de crise d'Annan prévoit la mise en place d'un gouvernement provisoire d'union nationale dont pourraient être exclus certains responsables du gouvernement syrien actuel.

30/06/2012

<http://www.algerie1.com/flash-dactu/syrie-plusieurs-puissances-exterieures-profondement-impliquees-selon-annan/>

fr.rian.ru : [Syrie/conférence: Moscou s'opposera à toute ingérence étrangère.](#)

La Russie ne soutiendra pas l'idée d'une intervention étrangère en Syrie si cette démarche est évoquée lors de la conférence internationale prévue à Genève le 30 juin, a déclaré aux journalistes le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Nous ne soutiendrons aucune ingérence étrangère ou autre prescription imposée", a insisté le chef de la

diplomatie russe.

Selon lui, une période de transition est nécessaire pour faire face aux conséquences de la crise mais c'est au peuple syrien de décider comment la mettre en œuvre.

"Dans le cadre d'un dialogue national entre le gouvernement et l'ensemble des forces de l'opposition, le peuple syrien doit décider du contenu à donner à cette période de transition, ainsi que ses mécanismes", a souligné M.Lavrov.

La communauté internationale soutient le plan Annan dans la mesure où ce dernier conditionne le règlement de la crise à la participation du peuple syrien, a ajouté le ministre russe.

Moscou ne pense pas qu'un quelconque pays de l'Otan soit enclin à rejouer le scénario libyen en Syrie, a annoncé jeudi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Je ne pense pas que tel ou tel membre de l'Alliance soit prêt à répéter l'aventure libyenne", a déclaré le ministre.

En octobre 2011, Mouammar Kadhafi, qui a dirigé la Libye pendant plus de 40 ans, a été renversé et tué par des insurgés dans le cadre d'une opération militaire de l'Otan autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU.

"Lors de nos contacts avec les autorités des pays de l'Otan et d'autres Etats, cette idée [d'une intervention militaire en Syrie, ndlr] n'est pas évoquée", a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie russe a souligné que malgré une telle position de l'Alliance, "des appels anonymes à déclencher des violences armées en Syrie se faisaient entendre de temps en temps".

Selon M. Lavrov, un tel scénario est inacceptable pour la Russie.

"Nous affirmons publiquement qu'une intervention armée en Syrie pourrait tourner à la catastrophe", a conclu le ministre.

28/06/2012

<http://fr.rian.ru/world/20120628/195184294.html>

french.cri : [La Chine s'oppose à toute tentative de changement de pouvoir en Syrie par la force.](#)

La partie chinoise s'oppose à toute tentative de changement de pouvoir en Syrie par la force, a déclaré le porte-parole du Ministère chinois des Affaires Etrangères, lors d'une conférence de presse régulière tenue le 28 juin à Beijing.

Le groupe d'action sur la Syrie doit tenir samedi une réunion ministérielle à Genève. Les Etats-unis ont récemment déclaré que le problème du changement de pouvoir en Syrie serait abordé lors de cette réunion.

« La Chine préconise toujours le règlement pacifique du problème syrien. Dans la situation actuelle, la communauté internationale doit soutenir les efforts de médiation de l'envoyé spécial Kofi Annan, engager toutes les parties concernées de la Syrie à cesser le feu et les violences, à appliquer les résolutions concernées du Conseil de sécurité des Nations unies et les propositions de Kofi Annan, ainsi qu'à ouvrir au plus vite le dialogue politique », a indiqué Hong Lei. « La partie chinoise veut travailler avec la communauté internationale pour promouvoir le règlement du problème syrien de manière pacifique, juste et convenable dans les meilleurs délais », a-t-il conclu.

28/06/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/06/28/102s286267.htm>

Al Manar : Nous, le Hezbollah et l'Iran combattons aux côtés de la Syrie en cas d'agression.

Le Secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, Ahmed Jibril, a affirmé dans une interview télévisée diffusée sur la chaîne satellitaire arabe Mayadine, que « les factions palestiniennes, le Hezbollah et l'Iran participeront avec la Syrie dans un conflit armé en cas d'une «agression extérieure» contre Damas.

Et de souligner : « le régime en Syrie est fort, mais en cas d'agression extérieure, nous avons discuté de cette question avec les Frères (en Syrie) et avec le Secrétaire général du Hezbollah Sayyed Hassan Nasrallah au Liban et avec nos frères en Iran, nous ferons partie de cette bataille ».

«S'il y a une tentative d'une escalade militaire turque, européenne et ou de la part de l'OTAN, nous descendrons dans la rue et nous nous battons avec tous nos honorables frères syriens» at-il ajouté.

Le responsable palestinien a affirmé qu' « il a rencontré SayyedNasrallah le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et le président syrien Bachar al-Assad », ajoutant que «Sayyed Hassan lui a assuré qu'il

ferait partie de cette bataille en cas d'agression extérieure», ajoutant que « les dirigeants iraniens ont affirmé qu'il n'était pas question de laisser la Syrie exposée à une agression sans riposte », et ils ont ajouté « nous avons prévenu les Turcs plus d'une fois de ne pas jouer avec le feu et que toute intervention militaire contre la Syrie est une ligne rouge».

Jibril a indiqué que « son mouvement de résistance, le Hezbollah et les régimes syrien et iranien sont dans un même axe », ajoutant que « nous avons ressenti qu'il y avait une entente entre nous sur ce qui se passe en Syrie, qu'il ne s'agit pas d'un mouvement populaire interne, mais plutôt une tentative de renversement de la structure de cette région au bénéfice d'un nouveau Moyen-Orient».

Et de conclure : « La bataille pour défendre le régime syrien est celle qui déterminera l'avenir de la région. »

Mercredi 4 juillet 2012

Source : Al Manar

<http://www1.almanar.com.lb/...>

Au jour le Jour

french.cri : [L'OTAN entame des exercices navals au large de la Syrie.](#)

Un groupe naval des pays de l'OTAN a commencé les manœuvres dans la Méditerranée est, à proximité des côtes syriennes. Conformément à la légende officielle de l'exercice, trois frégates des marines de Turquie, d'Allemagne et de France entameront des exercices de « procédés de lutte contre le terrorisme ».

« Le terrorisme n'est pas vaincu. Nous devons faire en sorte que les criminels sachent : l'OTAN n'admettra pas un regain de leur activité dans la région », a déclaré le contre-amiral Torster Kahler commandant les manœuvres. Selon lui les frégates continueront de patrouiller la région après la fin de l'exercice.

Le groupe comprend trois frégates : française, allemande et turque. Auparavant elles étaient déployées au large de Somalie. A l'époque le groupe était conduit par l'amiral turc Sinan Tosun. La mission actuelle est commandée par la partie allemande.

De l'avis des experts, cette mission dans la Méditerranée vise, en effet, à intimider la Syrie dont les relations avec la Turquie se sont exacerbées suite à la destruction d'un avion de reconnaissance turc à la proximité des côtes syriennes.

05/07/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/07/05/301s287112.htm>

[La Suisse suspend ses ventes d'armes aux Emirats Arabes Unis.](#)

La Suisse a décidé de suspendre ses ventes d'armes aux Emirats Arabes Unis après avoir appris que des grenades fabriquées en Suisse étaient utilisées par des gangs armés en Syrie.

La mesure a été prise mercredi dernier après que le journal Sonntagszeitung ait publié la photo d'une de ces grenades en possession des forces qui s'opposent à Damas dans la ville de Marea, au nord d'Alep, à la fin du mois de juin, selon l'AFP.

Une enquête préliminaire de la photo a révélé que la grenade en question avait été fabriquée par la firme d'armements RUAG de Bernes et faisait partie d'une livraison de cette entreprise aux Emirats Arabes Unis en 2003.

Selon le Département Fédéral des Affaires Economiques, 225 162 grenades à main ont été exportées aux Emirats Arabes Unis qui se sont engagés par écrit à ne pas réexporter ces munitions.

"D'après les informations que détient le Département Fédéral des Affaires Economiques, la grenade à main... vient d'une livraison de RUAG aux Emirats Arabes Unis de 2003. Pour le moment rien ne prouve que des grenades à main suisses aient été envoyées en Syrie; cependant nous poursuivons nos investigations," a déclaré le gouvernement.

Le Département Fédéral des Affaires Economiques a aussi indiqué que les livraisons d'armes suisses à la Syrie se sont arrêtées en 1998 et il a émis des doutes sur le fait que la photo ait été vraiment prise en Syrie.

AntjeBaertschi, une porte parole du Secrétariat d'Etat aux Affaires Economiques, a dit que la Suisse

avait immédiatement pris la mesure "provisoire" de "geler tous les permis d'exportation d'armes aux Emirats Arabes Unis".

"Nous avons pris la chose au sérieux parce qu'un incident identique s'est produit l'année dernière avec la découverte par un journaliste qui couvrait la Libye de caisses de munitions suisses en Libye" a-t-elle précisé.

La Syrie vit une période troublée depuis mars 2011 avec des manifestations à la fois contre et en soutien du régime du gouvernement du président Bashar al-Assad.

Le gouvernement syrien affirme que ce sont des hors la loi, des saboteurs et des terroristes armés qui sont à l'origine des désordres et de la violence meurtrière, mais selon l'opposition ce sont les forces de sécurité qui sont responsables des massacres.

Damas dit aussi que le chaos est orchestré de l'étranger et que les forces de sécurité ont reçu l'instruction précise de ne pas faire de mal aux civils.

Pour consulter l'original: <http://www.prestv.com/detail/2012/07/05/249403/switzerland-suspends-uae-arms-shipments/>

Traduction: Dominique Muselet

05/07/2012

PressTV

Irib : [McCain appelle au soutien des terroristes armés en Syrie](#)

A l'issue de sa visite avec Sami Geagea, chef de file des Forces Libanaises, le sénateur John McCain a demandé à ce que les Etats Unis apportent clairement un soutien financier et logistique aux terroristes armés de l'ASL en Syrie.

McCain évoque la construction des bases au nord de Liban à Tripoli pour faciliter le transit d'armes et de terroristes vers la Syrie. les agences de presse ont fait état de l'arrivée de plusieurs bateaux israéliens dans le port de Tripoli avec à leur bord de munitions destinées aux rebelles syriens, munitions que les agents de Saad Hariri (Courant Futur) et de Samir Geagea auraient transféré aux terroristes syriens.

06/07/2012

Irib

[La Chine ne participera pas à la réunion sur la Syrie.](#)

La Chine a été invitée à la prochaine réunion des "amis de la Syrie", mais ne compte pas y participer, a déclaré jeudi Liu Weimin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

La France a invité la Chine à participer à cette réunion qui se tiendra vendredi à Paris, a révélé M. Liu lors d'une conférence de presse régulière, en réponse à une question sur l'approche chinoise à l'égard de cette rencontre.

"A ce jour, nous ne comptons pas participer à cette réunion", a-t-il déclaré.

"Nous estimons qu'il s'agit actuellement d'une phase cruciale pour régler politiquement le problème de la Syrie", a ajouté le porte-parole, appelant la communauté internationale à se concentrer sur la mise en oeuvre du consensus auquel est parvenue la réunion ministérielle du Groupe d'action sur la Syrie organisée à Genève.

Les parties concernées doivent conjuguer leurs efforts en ce sens, a-t-il indiqué.

Le 30 juin, la réunion de Genève a rassemblé les ministres des Affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, de la Turquie, du Koweït, du Qatar et de l'Irak, ainsi que des représentants de l'ONU, de la Ligue arabe et de l'Union européenne.

Les ministres des Affaires étrangères ont estimé qu'un gouvernement de transition devait être mis en place en Syrie pour mettre fin aux conflits qui ravagent le pays depuis 16 mois, mais n'ont pas exigé le départ du président Bashar al-Assad.

La troisième réunion des "amis de la Syrie" se tiendra vendredi. La Chine n'a pas participé aux deux précédentes réunions organisées en février en Tunisie et en avril en Turquie.

06/07/2012

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

1-1 Liesi : [Guerre ou Intox ?](#)

Les forces spéciales Britanniques auraient attaqué en force en Syrie ce mardi 26.

Une force d'invasion aurait pénétré par la Turquie dans le Nord de la Syrie.

Les mêmes sources Britanniques, Françaises et Turques de Debka rapportent de lourds combats contre les forces de la Garde présidentielle dans les faubourgs de Damas. Des sources en provenance du Golfe persique auraient confirmé cette présence militaire britannique en Syrie. Les télévisions britanniques et du Golfe, d'après Debka, passeraient des interviews de soldats syriens faits prisonniers, au cours de ces différentes batailles. Poutine était ce matin même en Israël pour ré-affirmer le fait que Moscou ne tolérera pas une intervention militaire occidentale en Syrie. Pendant ce temps-là, la Turquie fait des moulinets de sabre en disant que son chasseur abattu par les forces syriennes ne restera pas impuni. Quelques jours après la révélation par Thierry Meyssan des plans de l'OTAN pour une "[Opération d'intoxication](#)" en Syrie, avec de fausses vidéos tournées en studio ou dans le Golfe pour abuser le peuple syrien et faire croire à une fuite de Assad, je reste extrêmement circonspect.

NB. DEBKA est un organe de presse 100% sioniste.

Ras le bol de ces fachos de l'OTAN, qui veulent mettre en place "[la mission anglo-saxonne](#)".

Vous aurez compris qu'avec l'effondrement du système, ces fous-furieux veulent mettre en place leur Armageddon. Au moment où tout s'écroule, il devient urgent de faire monter la tension internationale. Je salue François Hollande qui a retiré les forces françaises de l'OTAN. Est-ce déjà trop tard ?

27/06/2012

Liesi

1-2 Louis Denghien : Syrie: Le Monde trouve de nouveaux mensonges et en recycle d'anciens
Le quotidien français naguère de « référence », Le Monde, publie dans la rubrique « Idées » de son site un article récapitulatif de la situation actuelle en Syrie. C'est intéressant bien que largement mensonger, ou d'ailleurs intéressant car largement mensonger. En effet, l'auteur, Christophe Ayad, du service international du quotidien, donne à peu près l'état de l'analyse désormais faite par nos élites franco-mondialisées, au terme de 16 mois d'échecs diplomatiques de l'Occident atlantisé, sur la crise. S'abritant derrière une toute récente déclaration d'Hervé Ladsous, en charge à l'ONU des opérations de maintien de la paix, Ayad officialise en quelque sorte la guerre civile syrienne. Plus exactement, précise l'homme du Monde, il y a trois guerres civiles en une.

D'abord une « guerre (du pouvoir) contre les civils », ayant débuté en mars 2011. C'est l'occasion pour Christophe Ayad de recycler un des clichés favoris de la propagande anti-Bachar, auquel les journalistes français ne renoncent pas volontiers : celui des « manifestants à mains nues ». Ce cliché a certes correspondu à une réalité dans les tous premiers temps de la révolte, à Deraa notamment. Mais très vite, les manifestants ont été doublés par des extrémistes armés qui ont enclenché le cycle provocation-répression.

Ayad dit que cette « révolution pacifique » se poursuit aujourd'hui dans tout le pays, et que la persistance de ces manifestations infirme la thèse du pouvoir syrien selon laquelle il n'est confronté qu'à des bandes armées. Car, écrit Ayad, « les Syriens ne veulent pas renoncer à ce qui fait l'essence même de leur révolution ».

Tiens donc ! On touche là à ce que nous avons déjà appelé le « stalinisme bobo » : des milliers, voire, dans le meilleur des cas, des dizaines de milliers de manifestants aux slogans fleurant bon le sectarisme religieux – dont un grand nombre d'enfants en bas âge – représentent donc LES Syriens dans leur ensemble, qui sont tout de même la bagatelle de 23 millions ! Et dont des centaines milliers ont à plusieurs reprises manifesté dans plusieurs villes leur soutien au gouvernement, sans que Christophe Ayad ne leur accorde la plus fugitive allusion. Si l'on est indulgent, on dira que le plumitif du Monde est tellement auto-formaté dans sa bonne conscience « citoyenne » qu'il ne se rend plus compte de ce qu'il écrit, ni des réalités du rapport de forces politique en Syrie !

La deuxième guerre civile, il fallait bien qu'Ayad y vienne assez vite, c'est le « conflit inégal mais meurtrier » qui oppose depuis la fin de l'été l'ASL à l'armée régulière. Réactivant le mythe biblique du David rebelle contre le Goliath gouvernemental, Christophe Ayad explique que si l'ASL n'est pas de taille à battre l'armée de Bachar, sa tactique de guérilla, son implantation et les armes « qu'elle

commence à recevoir » inquiètent de plus en plus le régime...

Non, M. Ayed, l'ASL inquiète surtout – pour reprendre votre rhétorique– LES Syriens, qui perçoivent dans leur grande majorité les bandes rebelles comme des terroristes qui multiplient les attentats contre les personnes et les destructions des biens et infrastructures, et prennent des populations entières en otage comme à Homs. Quant aux (ex)actions des bandes armées elles ont commencé plus tôt que vous ne le dites : c'est le 6 juin 2011 qu'une troupe d'islamistes armés, qui ne se recommandaient pas encore de l'ASL, ont pris d'assaut un QG de la police à Jisr al-Choughour, massacrant au moins cent membres des forces de l'ordre. Et si la lutte est inégale entre les bandes et les militaires, c'est aussi que les premiers recourent souvent à la tactique de l'assassinat ciblé ou de l'embuscade contre les seconds. Propagande invérifiable encore (et pour cause) que l'affirmation, empruntée prudemment à un service de l'ONU, selon laquelle les rebelles contrôlent « 40% » du territoire syrien : c'est l'habitude de l'OSDH de déclarer qu'une ville ou une région est sous contrôle de l'ASL, dès lors qu'une bande y a fait une apparition ponctuelle, avant de devoir s'éparpiller au premier retour offensif de l'armée. Au début de l'année, les médias français, Monde en tête, nous ont fait le coup, rappelez-vous, de l'ASL contrôlant toute la périphérie Est de Damas, au point pratiquement d'assiéger Bachar dans son palais. Cette légende urbaine a duré 48 heures, mais manifestement elle fait encore rêver un Christophe Ayad !

Ce qui serait cruel, à cet égard, ce serait de se repasser le fil d'un an de dépêches OSDH/AFP, et d'articles du Monde : car on y lirait une suite ininterrompue de succès militaires de l'insurrection, transformant presque toutes les villes de Syrie en bastions, recrutant un flot continu de soldats dissidents, à se demander comment il subsiste un État et une armée syro-bachariste à l'heure actuelle !

Troisième conflit en cours en Syrie selon l'analyse ayadienne, « la guerre de tous contre tous » : là, le collaborateur du Monde vise les massacres de civils, commis d'une communauté à l'autre. Et là, bien sûr, Ayad sort de son chapeau la tuerie de Houla, en mai dernier, l'attribuant avec une tranquille assurance aux chabihis alaouites. Sait-il, ou feint-il d'ignorer, ce bourreur de crânes bobos, que pratiquement toutes les victimes de ce massacre appartiennent justement à des familles alaouites, et que même une famille était celle d'un député bachariste ? Que la télévision russe (qu'un Ayad, formé à la rude école gauchiste-atlantiste de Libération, évidemment méprise statutairement) mais aussi un grand reporter de la Frankfurter Allgemeine Zeitung ont recueilli assez de témoignages et d'indices pour conclure à la responsabilité des miliciens islamistes, ASL ou pas, puisque même notre Ayad reconnaît, avec ses mots de Tartuffe, « une grande autonomie des groupes » censés constituer cette ASL, et aussi une possible « infiltration » de celle-ci « par une composante djihadiste » (Que galamment ces choses-là sont dites !) Bien-pensance géostratégique, déni de réalité, franc mensonges, mythes propagandistes, Le Monde sera toujours le Monde, et ses collaborateurs des collabos de l'OTAN ! Quand bien même ils auraient reçu, comme Christoph Ayad, le prix Albert Londres (décerné par le gratin du journalisme français mainstream) Mais, au fond, c'est la réalité et l'avenir qui devraient fournir le meilleur démenti aux assertions de ces militants déguisés en journalistes.

Louis Dénghien, le 20 juin 2012

Info Syrie

Vidéo : Thierry Meyssan à propos de la destruction de la télévision Al-Ikhbariya
RÉSEAU VOLTAIRE | 30 JUIN 2012

<http://www.voltairenet.org/Video-Thierry-Meyssan-a-propos-de>

Mercredi 27 juin 2012 au matin, un important commando ont lancé un raid contre le siège de la chaîne de télévision privée syrienne Al-Ikhbariy, tuant sept employés, en enlevant d'autres et détruisant les locaux.

Quelques heures après l'attaque, la chaîne a repris la diffusion de ses programmes à partir de studios improvisés.

Voir la vidéo sur le site d'origine: <http://www.voltairenet.org/Video-Thierry-Meyssan-a-propos-de>

2 Les brèves

2-1 IRIB : F4 turc, la nature de la mission ?

Et si la fuite d'un pilote syrien, en Jordanie, n'était pas sans rapport avec l'abattage du F4 turc, dans le ciel syrien?

On se demande beaucoup le pourquoi de l'incident du 22 juin, qui a fait monter d'un cran les tensions Damas/Ankara, mais on sait moins y répondre. Selon le site syrien Dampress, le pilote de l'avion de combat qui a fui son pays, collaborait avec les services de renseignement jordaniens; l'avion qui s'est posé, à l'aéroport d'Amman, a été examiné de près par les agents et les techniciens israéliens, jordaniens et américains. L'objectif : décoder le système et permettre son application, sur des avions autres que ceux de la flotte aérienne syrienne, et c'est là que le lien est fait avec l'incident du vendredi. En effet les avions de chasse turcs, qui sont entrés, dans l'espace aérien de la Syrie, étaient en mission, et celle-ci consistait à bombarder le système de défense anti-aérien de la Syrie. il s'agissait d'utiliser le même code d'entrée que celui des avions syriens et de tromper, ainsi, les systèmes de Radar de la Syrie. Les services secrets syriens ayant découvert la manoeuvre la DCA avait l'ordre expresse de tirer sur tout objet volant, y compris, les avions syriens. L'opération baptisée "Chasse aux corbeaux" a réussi, quand la DCA syrienne est parvenue à abattre l'un des deux F4 turc, tandis que l'autre a pris la fuite. la Turquie a, une nouvelle fois, fait preuve d'un parfait alignement, sur les politiques de l'OTAN. mais que cherchaient les avions turcs? Bombarder le port de Lattaquieh et le système défensif de la Syrie et permettre un afflux, sans précédent, de terroristes vers le territoire syrien.

26/06/2012

IRIB

3 Dossier

3-1 Tlaxcala : BHL : L'art de la guerre, avec un verre de vin.

PARIS - Elle se trouvait là, dans un coin discret, jamais repérée par les hordes de touristes : ma petite table favorite depuis les années 80 au Café de Flore à Saint-Germain. J'en ai pris possession, j'ai commandé un croque-monsieur et un verre de Chablis, et j'ai repris mes activités, en lisant et en regardant le monde passer devant moi pour la première fois depuis la chute du Roi Sarko.

Première impression : où diable mon bouquiniste peut-il bien se trouver ?

La vénérable librairie La Hune, juste au milieu de mon angle de vision, semblait avoir été frappée par le feu de l'enfer. Zeus merci, elle avait déménagé pas loin. Deuxième impression plus prometteuse : BHL ne se trouvait pas au Flore. En fait, le philosophe français Bernard-Henri Lévy, alias BHL, était occupé ailleurs à assurer la promotion de sa prochaine guerre.

BHL n'est pas simplement un philosophe/écrivain/cinéaste, il est avant tout le patron exécutif d'une gigantesque opération de relations publiques montée à la gloire perpétuelle de lui-même. Il dirige pratiquement l'arène culturelle française, de la même manière que Christopher Hitchens pensait faire la pluie et le beau temps aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Pouvons-nous vivre dans la médiocrité ? Si seulement Sartre était encore vivant pour renvoyer BHL d'un coup de pied dans le derrière vers son jardin d'enfants intellectuel ! BHL s'est rendu dernièrement au Festival du film de Cannes en emportant dans ses bagages quelques rebelles otanesques libyens en guise d'animaux de compagnie - des compagnons de son aventure de « libération », comme Moustafa El-Zagizli, de Bengazi, fièrement présenté comme le « prince des chabab », et le général Ramadan Zarmouth, de Misurata.

Le colonel Kadhafi avait l'habitude de planter ses tentes à Rome et de faire embrasser ses magnifiques robes par les potentats occidentaux. Les rebelles otanesques libyens, pour leur part, étaient abasourdis et troublés par leur expérience explosive des tapis rouges de Cannes.

Fait décisif, en compagnie de ses Libyens favoris, qui maugraient contre « l'unité de la révolution », BHL avait également emmené avec lui - qui d'autre ? - ses Syriens favoris, deux Kurdes, des personnages louches en lunettes noires, dont les têtes étaient enveloppées dans des drapeaux syriens. Ils étaient décrits comme « des combattants qui avaient fui la Syrie en cachette, il y a seulement quelques heures, pour découvrir *Le Serment de Tobrouk* ».

Nous avons donc là le sioniste certifié BHL, emmenant avec lui ses Arabes de service pour visionner la première mondiale de son nouveau film. Oui, toute cette affaire devait faire partie d'un autre exercice de glorification de BHL. Après avoir gagné pratiquement à lui tout seul la guerre de Libye - selon son propre « récit » - BHL a maintenant insisté sur le fait que « ce qui a été fait à Bengazi ne fut pas plus facile que ce qui devrait être fait à Homs ». Garçon ! Apportez-moi un changement de régime avec mon Chablis !

La guerre, c'est moi

Quant au film, diffusé sur les écrans en France et déjà vendu au marché nord-américain, il pourrait aspirer à se qualifier comme pièce surréaliste digne d'Alfred Jarry. Mais en tant que paon hyperactif, BHL n'a pas la moindre faculté d'autocritique, et ce qui reste est un BHL cinéaste se filmant lui-même en tant que réalisateur de l'Histoire en marche. Voilà comment une tradition littéraire et philosophique française vieille de plusieurs siècles se termine : L'Intellectuel est devenu un va-t-en guerre.

En voix off - quelle autre ? - celle de BHL non-stop : un monologue néo-proustien débité qui flirte avec Sun Tzu. BHL parcourt les rues de Bengazi à la recherche d'un héros rebelle postmoderne, et il le trouve en la personne d'Abdul OTAN Jalil.

La scène est à présent installée pour que BHL d'Arabie joue son épopée libératoire, constamment vêtu d'une veste noire, d'une chemise blanche Charvet méticuleusement ouverte pour montrer sa peau blanche, et un téléphone satellitaire collé sur son oreille, depuis les déserts et les montagnes jusqu'aux salons du Palais de l'Élysée et - bien sûr - le Café de Flore qui se révèle à une délégation libyenne éblouie.

Tous, du Roi Sarko à la Reine Hillary « Nous sommes venus, nous avons vu, et il mourut » Clinton et à David Cameron d'Arabie, sont manipulés pour servir d'extras dans une guerre de libération concoctée par BHL. Qui a réellement envie de savoir ce qu'il s'est réellement passé en Libye, comme l'*Asia Times Online* l'a rapporté pendant des mois ?

BHL rejoue inévitablement le coup de fil tristement célèbre qui aurait converti le Roi Sarko au changement de régime. Sarko lui-même a nourri ce mythe, en déclarant à la télé française en mars 2011 comment cet appel téléphonique l'avait conduit à rencontrer les rebelles de l'OTAN et à démarrer l'offensive franco-britannique. Foutaise ! Le changement de régime avait déjà été décidé à Paris depuis octobre 2010, lorsque le chef du protocole de Kadhafi s'était enfui de Libye pour se réfugier en France.

Maintenant, BHL est très occupé à rappeler au nouveau président français François Hollande « la France fera-t-elle pour Houla et Homs ce qu'elle a fait pour Bengazi et Misurata ? ». Eh bien, la coalition des volontaires est déjà en place : la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Turquie et la Ligue Arabe contrôlée par le Conseil de Coopération du Golfe ! Ils se nomment eux-mêmes « les Amis de la Syrie » et décideront des prochaines étapes du changement de régime, à Paris début juillet.

BHL concède que « sauver l'euro est une obligation impérieuse », mais le drame grec pourrait ne pas empêcher Hollande de passer un coup de fil, exactement comme BHL l'a fait avec son prédécesseur le Roi Sarko, pour convaincre la Russie et la Chine que l'État terroriste syrien relève du passé.

Evidemment, BHL ne reconnaîtra jamais la nature terroriste de l'État israélien envers les Palestiniens, même s'il était sur le point de se faire écraser par un char de Tsahal. De toute façon, si Hollande cale, BHL se tournera vers David Cameron d'Arabie.

BHL insiste pour dire qu'il a réalisé *Le Serment de Tobrouk* pour la Syrie. En Libye, dit-il, il y avait « une réelle coalition avec les pays arabes, qui impliquait les forces émiraties et qataries ».

Pour l'Emir du Qatar, le *Serment de Tobrouk* devrait être perçu comme une comédie musicale façon « The Sound of Music ». Après tout, le Qatar a déjà acheté la moitié de la Place Vendôme, une bonne partie des Champs-Élysées et presque tout entre Madeleine et Opéra.

BHL pourrait faire pire que passer lui-même un coup de fil à l'Emir francophile pour lui demander de financer sa prochaine guerre. Mais dites donc, le Qatar arme déjà les rebelles syriens ! Prochaine étape pour BHL? L'Iran.

Merci à [Questions critiques](#)

Source: http://atimes.com/atimes/Middle_East/NF14Ak02.html

Date de parution de l'article original: 14/06/2012

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=7575>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Kevin Barrett : Ingérence impérialiste en Syrie: le peuple turc donne l'exemple...

Il n'est pas dupe du jeu truqué qui se trame en son nom.

Le peuple turc demeure calme malgré le jusqu'au boutisme de son leadership

Un nouveau sondage par le centre de recherche social d'Ankara montre que plus des deux tiers de la population turque est opposée à une intervention militaire en Syrie et ce malgré les tirs récents sur deux avions militaires turcs volant au dessus des eaux territoriales syriennes. Le sondage, rapporté dans l'hebdomadaire turc Al-Akhbar, a aussi montré que la majorité des gens désirent que le premier ministre RecepTayyipErdogan prenne une position plus neutre sur le conflit en Syrie.

Kevin Barrett

Mardi 26 Juin 2012

Le sondage reflète une nouvelle réalité: cela devient de plus en plus difficile d'utiliser des provocations afin de manipuler l'opinion publique pour qu'elle soutienne la guerre.

“Dans le passé, les leaders des pays pouvaient mettre en scène des provocations ou prendre avantage d'incidents comme celui qui s'est passé Vendredi dernier, afin de générer un large soutien populaire pour une entrée en guerre. Ainsi que l'expliquait déjà le chef nazi Hermann Goering:

“Naturellement, le commun des gens ne veut pas la guerre... Ceci est bien compris, mais après tout, ce sont les chefs d'état qui déterminent la politique... Les peuples peuvent toujours être amenés à suivre leurs leaders. C'est très facile. Tout ce que vous avez à faire est de prétendre et de dire au peuple que vous êtes attaqués, dénoncer les pacifistes pour leur manque de patriotisme et d'exposer le pays au danger. Cela fonctionne de la même façon quel que soit le pays.”

> Mais cela ne marche pas en Turquie, pourquoi donc ?

> Peut-être parce que les Turcs ont déjà vu des provocations faites d'avions abattus. Il y a plusieurs années, un groupe d'officiers de l'armée turque et leurs complices fascistes avaient comploté un faux abattage grec d'un avion turc, ceci faisant partie d'un coup d'état contre la démocratie, ceci fut appelé l'Opération Marteau-piqueur. Les comploteurs ont été arrêtés, et maintenant quelques douzaines de ceux-ci doivent faire face à un emprisonnement à vie.

> “Ce n'est pas seulement le peuple turc qui devient de plus en plus sceptique au sujet des provocations de guerre. En Espagne en 2004, l'attentat du train à Madrid, largement suspecté d'être une opération fausse-bannière de provocation, a échoué quant à son but de rallier les Espagnols autour du président Aznar pour la guerre contre l'Irak. Aznar fut battu dans les élections qui s'ensuivirent 3 jours plus tard. De la même manière, les attentats de Londres en Juillet 2005 ont été exposés comme étant une opération sous fausse-bannière dans “Terreur dans le métro” de Nick Kollerstrom et ils ont échoué dans leur but de convaincre le public britannique de soutenir la guerre en Irak. De même pour les gros attentats de Mumbai en 2008 et 2011 qui ont échoué de rallier le peuple indien contre l'islam en général et le Pakistan en particulier, et ce en grande partie parce que ces attentats furent exposés comme étant des opérations fausse-bannières.”

> La maturité politique du peuple turc reflète les leçons apprises au cours de la lutte longue de décennies pour l'islam et la démocratie et contre le fascisme séculier Kémaliste. Le leadership turc kemaliste, travaillant au sein de l'opération Gladio de l'OTAN, a essayé tous les trucs du manuel pour sauvegarder sa dictature, incluant une vaste variété de provocations, mais le peuple s'est peu à peu éduqué à désamorcer les trucs du pouvoir.

> Dans une interview avec cet auteur Samedi, le journaliste modéré de la télévision turque Ceylan

Ozbudak était d'accord pour dire que le gouvernement turc devrait adopter un ton plus neutre devant la crise syrienne et a félicité le premier ministre Erdogan pour sa retenue. Ozbudak a dit que le peuple turc veut une solution diplomatique pacifique à la crise syrienne.

> “Même les Américains, le peuple qui a été le plus trompé et le plus régulièrement à soutenir des guerres inutiles, sera sûrement plus difficile à tromper que dans le passé. Un sondage en 2007 trouva que 36% des Américains pensaient que “cela était très possible” ou “plutôt possible” que les attentats du 11 Septembre aient été organisés ou laissés faire par le gouvernement américain afin de lancer des guerres au Moyen-Orient.”

> Le Dr. James Fetzer de l'université de Duluth-Minnesota, fondateur du mouvement “Scholars for 9/11 Truth”, dit qu'il n'est pas surpris que le peuple turc réponde calmement à l'évènement de l'avion turc abattu, “quand les Américains paraissent être de plus en plus conscients des mensonges que leur gouvernement leur a dit, ce qui a été répété par les médias de masse, cela ne doit pas surprendre si les gens vivant dans des pays où la presse est plus ouverte et moins contrôlée, aient une plus grande conscience sur les tentatives qui sont faites pour manipuler l'opinion publique, spécifiquement en considérant la litanie ininterrompue des opérations fausses-bannières pour justifier des guerres par la tromperie, le mensonge et la diabolisation de leaders nationaux tels Saddam Hussein et Mouamar el-Kadhafi. Cette étude apparaît être encourageante quant au fait que le système semble être devenu transparent et que les gens deviennent de plus en plus critiques dans leur mode de penser et plus sophistiqués dans leur vision politique.”

> Le Dr. Fetzer a noté que le 11 Septembre apparaît avoir été le point culminant d'une série de provocations orchestrées qui ont servies à lancer la plupart des guerres des Etats-Unis: la fausse invasion mexicaine de 1846, le coulage du USS Maine en 1898 à Cuba et du Lusithania en 1915, le plan en huit points pour provoquer Pearl Harbour en 1941, l'incident mythique du Golfe du Tonkin en 1964 et la fameuse histoire des couveuses koweïtiennes en 1990. Il a ajouté que la montée de l'internet a augmenté le scepticisme public quant à ces incidents et d'autres du même accabit, ceci en permettant l'accès public à une information plus juste et ce de manière bien plus vaste.

> Depuis le 11 Septembre, une longue liste de personnalités de haut-rang de la politique, de l'armée, de la culture et de l'éducation ont remis en cause la version officielle gouvernementale des évènements de ce jour. Le tout nouvellement élu président égyptien Mohamed Morsi est documenté pour être un sceptique de la version officielle gouvernementale des attentats du 11 Septembre, tandis que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a collecté plusieurs acclamations debout aux Nations-Unies après avoir exprimé son scepticisme quant au 11 Septembre.

> Les gouvernements va t'en guerre et leurs caniches des médias vont-ils toujours essayer d'utiliser des “incidents impliquant des attaques ennemies”, réelles ou orchestrées, ou totalement fabriquées, pour faire marcher les opinions publiques au pas des bottes de leur politique agressive ? Ou les citoyens de toutes les nations vont-ils résister à de telles manipulations plus avant et les reléguer aux proverbiales oubliettes de l'histoire ?

> La réaction calme du peuple turc à l'incident de la destruction de leur appareil de combat offre toutes les raisons d'être optimiste. Si le sang-froid continue de prévaloir, alors la prédiction du président américain Dwight David Eisenhower pourrait bien devenir réalité: “Les peuples du monde désirent véritablement la paix. Un jour les leaders du monde devront abandonner et la leur donner.”

Kevin Barrett

Mardi 26 Juin 2012

Traduit de l'anglais par Résistance 71 ~

url de l'article original: <http://www.presstv.ir/detail/2012/06/26/248005/turks-remain-blas-over-false-flag-ops/>

<http://resistance71.wordpress.com/2012/06/26/ingerence-imperialiste-en-syrie-le-peuple-turc-donne-lexemple-il-nest-pas-dupe-du-jeu-truque-qui-se-trame-en-son-nom/>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

5-1 [Avion turc : l'Otan a-t-elle menti ?](#)

Le Point.fr - le 03/07

Présenté comme un avion d'entraînement illégalement abattu par Damas, le F-4 Phantom turc se serait livré à une mission dans l'espace syrien.

C'est suffisamment rare pour être noté. [Bachar el-Assad](#) "regrette à 100 %" que la défense de son pays ait abattu, le 22 juin dernier, un avion de chasse turc. [Dans un entretien au journal Cumhuriyet](#), le président syrien explique que le F-4 Phantom turc volait dans un couloir aérien utilisé par le passé par des avions israéliens. "Un pays en guerre agit toujours de cette façon, cet appareil volait à une très basse altitude et a été abattu par la DCA, qui l'a pris pour un appareil israélien", affirme Bachar el-Assad, qui a présenté ses condoléances aux familles des deux pilotes de l'appareil qui n'ont pu être trouvés.

Des regrets, certes, mais pas d'excuses. Ainsi, le chef de l'État syrien rejette une nouvelle fois les accusations d'Ankara selon lesquelles l'avion, qui se trouvait dans l'espace international, a été intentionnellement abattu par la [Syrie](#). Une fin de non-recevoir qui ne dissipe aucune des zones d'ombre entourant les circonstances de l'incident. Et elles sont nombreuses.

Tout d'abord, le 22 juin dernier, la [Turquie](#) a attendu près de douze heures, après la nouvelle de la perte de son appareil, avant de confirmer que l'un de ses F-4 Phantom avait bel et bien été abattu par la DCA syrienne.

"Cible non identifiée" (Syrie)

Dans son communiqué, le Premier ministre turc, [Recep Tayyip Erdogan](#), adopte un ton pour le moins mesuré, annonçant que la Turquie agira de "manière déterminée" dès que la lumière aura été complètement faite sur l'incident. Côté syrien, on est bien plus catégorique : l'armée syrienne a assuré de son côté avoir détecté aux radars, vendredi vers 11 h 40, une "cible non identifiée" ayant pénétré dans l'espace aérien syrien à grande vitesse et à basse altitude. "La défense antiaérienne a alors reçu l'ordre d'ouvrir le feu", a déclaré à l'[AFP](#) un porte-parole de l'armée syrienne. "L'appareil a été abattu d'un coup direct. Il s'est écrasé en mer dans les eaux territoriales syriennes à environ 10 kilomètres des côtes de la province de Lattaquié", a-t-il ajouté. Des explications qui ne sont pas prises pour argent comptant, tant Damas s'est révélée experte depuis plus d'un an en matière de désinformation.

Or, au lendemain de l'incident, c'est le coup de théâtre. Ankara admet que l'appareil, qui effectuait une mission d'entraînement et de test d'un système radar en Méditerranée, a bien violé de façon "non intentionnelle" l'espace aérien syrien. "Quand vous pensez à la vitesse des jets lorsqu'ils volent au-dessus de la mer, il est courant qu'ils passent et repassent les frontières pour un court laps de temps", justifie le président turc, [Abdullah Gül](#). Et la Turquie va encore attendre un jour supplémentaire avant de donner sa propre version des faits. "D'après nos conclusions, notre avion a été abattu dans l'espace aérien international, à 13 milles nautiques de la Syrie", souligne dimanche [Ahmet Davutoglu](#), ministre turc des Affaires étrangères.

À la demande de la Turquie, qui parle désormais d'"un acte hostile au plus haut point", l'Otan décide de tenir mardi à Bruxelles une réunion d'urgence au titre de l'article 4 du traité de l'Alliance, qui prévoit que tout pays membre estimant que son intégrité territoriale est menacée, puisse saisir le Conseil. Mardi 26 juin, l'Alliance ne va pas hésiter à qualifier d'"inacceptable" et de "contraire aux "normes internationales" la destruction par la Syrie du biplace. Le message se veut sec et limpide, mais il ne s'accompagne d'aucune sanction.

"Tester" la Syrie

Pourtant, cette version est rapidement remise en cause par des experts russes [cités par l'agence d'État Ria Novosti](#). D'après eux, le F-4 Phantom turc effectuait en réalité un vol de reconnaissance pour tester la défense antiaérienne syrienne pour le compte de l'Otan. "L'avion a été abattu dans l'espace aérien syrien. La DCA de ce pays est très efficace", estime le directeur du Centre d'analyse du commerce mondial d'armes Igor Korotchenko. Cette explication est confirmée au Point.fr par François Géré, directeur de [l'Institut français d'analyse stratégique \(Ifas\)](#).

"L'avion volait évidemment à l'extrême limite de l'espace aérien syrien pour une mission de reconnaissance du système antiaérien syrien", indique-t-il. "Il se trouvait très probablement, au moment où il a été détecté, légèrement à l'intérieur de l'espace syrien". Ainsi, ajoute le chercheur, même si l'appareil a ensuite regagné l'espace international, il n'a pu échapper à la batterie. Des sources du renseignement américain, [citées par le Wall street journal](#), vont encore plus loin. D'après elles, l'avion turc a été touché par la batterie antiaérienne alors qu'il se trouvait toujours dans l'espace syrien. Moscou impliquée ?

Interrogé par le Point.fr, le chercheur David Rigoulet-Roze (2) affirme que les tirs seraient l'œuvre de la 73e brigade de la 26e division antiaérienne syrienne, qui aurait utilisé ses batteries antiaériennes de courte et moyenne portée. "Il s'agit de lanceurs de type Pantsir S1, plus connus sous la dénomination internationale SA-22 Greyhound, dont 36 ont été récemment livrés par la [Russie](#) à la Syrie, à la suite d'un accord conclu en 2007", affirme le spécialiste. Selon une source bien informée, qui a souhaité conserver l'anonymat, la supervision de l'attaque aurait été assurée non pas par des Syriens, mais par des Russes.

"Le niveau de qualification nécessaire pour la mise en marche de ce système étant élevé, il est très vraisemblable que ce soient des officiers russes qui l'aient activé", estime la source. Pourquoi Moscou aurait-elle agi de la sorte ? "Il s'agit d'une réponse ferme de la Russie et de la Syrie à ce qui n'était certainement pas une violation accidentelle de l'espace syrien", juge-t-on. Leur message, en substance : "Vous avez voulu nous tester ? Vous avez été servis."

Par [Armin Arefi](#)

(1) François Géré, auteur de *Iran : l'état de crise* (éditions Karthala)

(2) David Rigoulet-Roze, auteur de *L'Iran pluriel* (éditions L'Harmattan) et de *Géopolitique de l'Arabie saoudite* (éditions Armand Colin).

5-2 Akil Cheikh Hussein : Craignant une défaite en Syrie, l'OTAN pousse la Turquie dans le guêpier. Que les 28 pays de l'Otan se réunissent d'urgence pour soutenir la Turquie contre la Syrie, c'est leur plein droit de jungle, et cela n'a rien de surprenant : L'arrogance et l'injustice sont profondément enracinées dans la constitution de l'Occident impérialiste.

Et ce n'est pas surprenant non plus pour la Turquie officielle qui, depuis sa défaite devant les Arabes, mais pour le compte de l'Occident, pendant la première guerre mondiale, ne fait -après son renoncement à son identité ottomane- que haleter derrière le dernier wagon du train occidental, et finir par renoncer à son identité turque en acceptant de devenir la frontière sud de l'Alliance atlantique.

Et voilà que cette Turquie au moins 4 fois plus puissante que la Syrie sur tous les plans matériels pousse la mesquinerie à son comble en criant au secours et en demandant à l'Alliance atlantique qui est des milliers de fois plus puissante que la Syrie de mettre en application l'article 4 du traité de l'Alliance et de défendre sa sécurité et son intégrité territoriale !!!

Sachant que, et c'est la calomnie qui joue, c'est elle qui, quelques mois seulement après la signature de plusieurs traités de forte coopération avec la Syrie, devient subitement et sur ordre donné par le centre impérialo-sioniste, une marionnette dans la main de l'Occident et se met à porter atteinte à la sécurité de son voisin et frère historique syrien et à son intégrité territoriale.

Que n'a-t-elle n'a pas fait pour nuire à la Syrie ? Dans les hôtels d'Istanbul, la Turquie accueille les agents auxquels est assignée la tâche de jouer le rôle d'opposants syriens. Via les banques turques circule l'argent envoyé par le Qatar et l'Arabie saoudite et qui constitue l'un des principaux moteurs de ce qu'on appelle la "révolution syrienne".

Sur son territoire, elle a installé des camps où s'entraînent et se ravitaillent les terroristes en action en Syrie. Elle leur fournit des armes et une formation que leur assurent ses militaires ainsi que des professionnels prêtés par les agences de renseignement occidentales et israéliennes. Médiatiquement, ses moyens de désinformation partagent la tâche avec Fox News, BBC, France 24, al-Jazeera, al Arabiyya. Personne n'ignore que les directions occidentales et l'Otan ne sont pas enthousiastes pour une intervention en Syrie. Ils disent préférer une intervention sous couvert de l'ONU, et même si la Russie et le Chine acceptent une telle intervention, les Occidentaux épuisés par leurs crises économiques et par leurs défaites militaires en Irak, en Afghanistan et ailleurs, trouveront un prétexte pour ne pas se lancer dans une aventure quantitativement et qualitativement très lourde de conséquences.

Dans l'espoir de déstabiliser la Syrie et de la démanteler sans courir des risques majeurs, les directions occidentales et leurs alliés et leurs suppôts préfèrent lancer dans la bataille ces groupes de takfiristes et de mercenaires terroristes parallèlement aux pressions économiques et à la mobilisation contre la Syrie de toute cette panoplie de mensonges confectionnés par les mass médias et des organisations internationales semblables au Conseil des droits de l'Homme.

Dans le même souci de ne pas brûler leurs propres doigts, l'échec de cette forme de guerre dans laquelle la résistance de la Syrie a changé l'équilibre des forces à l'échelle internationale, il paraît que les directions occidentales et l'Otan incitent leur outil turc à s'engager militairement dans une guerre directe

contre la Syrie.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les missions aériennes turques destinées à tester la réaction syrienne. Le F4 turc abattu par la défense anti-aérienne syrienne quelques secondes seulement après avoir pénétré dans l'espace aérien de la Syrie ne peut que renforcer le désarroi des Etats-Unis et de leurs alliés.

Il ne leur reste maintenant qu'un choix sur deux: Fuir en avant et déclarer contre la Syrie une guerre à la libyenne, ou fuir en arrière et lâcher à leur sort leurs suppôts syriens et arabes impliqués dans la guerre contre la Syrie.

Ils savent que les deux options mènent au même résultat : La Syrie sortira plus forte qu'auparavant, les prix du pétrole et du gaz augmenteront à des proportions vertigineuses, l'entité sioniste ne sera aucunement épargné et, surtout, ces « imprévisibles » et « irrationnels » Arabes (tels qu'ils sont pensés par beaucoup d'analystes et hommes politiques occidentaux) pourront faire un volte-face beaucoup plus désastreux que celui d'Al Qaëda et des Talibans.

Il est vrai que, dans le but de tester la capacité qu'ont les Arabes et les Musulmans de supporter l'humiliation et l'affaissement devant l'Occident, on brûle des recueils du Coran, on porte des atteintes aux grands symboles de l'Islam, on massacre des millions d'arabes et de Musulmans en Palestine, en Irak, en Afghanistan, en Libye et ailleurs, et qu'on lynche des dirigeants arabes non parce qu'ils sont des dictateurs mais parce qu'ils sont arabes, sans que, jusqu'à présent, les Arabes et les Musulmans ne ripostent d'une manière significative.

Mais cela ne confirme pas l'hypothèse sur la passivité absolue des Arabes et des Musulmans. Laissons-leurs deux ou trois ans pour tirer les leçons de grands événements en cours, et nous verrons non pas quelques personnes se brûler par désespérance dans les rues, mais des centaines de millions de personnes brûler par espérance ce monde corrompu dans lequel ils errent depuis des cent

Source : La Résistance islamique au Liban

Akil Cheikh Hussein

Mardi 3 juillet 2012

<http://www.french.moqawama.org/...>

6 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

6-1 Vidéo : Les entrevues de l'idiot – La Démocratie ambiguë.

Le 30 avril 2012 .

Guillaume de Rouville répond aux questions de l'idiot du village pour la sortie le 31 mai 2012 de son essai [La Démocratie ambiguë](#), un livre-choc consacré aux crimes de masse commis par les démocraties occidentales ces vingt dernières années, et plus particulièrement par la France et les Etats-Unis.

« *Le plus important est d'apprendre à manier l'ambiguïté, à prononcer des discours qui puissent s'interpréter dans un sens aussi bien que dans un autre afin que nul ne puisse trancher.* » **Cardinal Mazarin**, Bréviaire des politiciens.

La Démocratie ambiguë, Guillaume de Rouville, *Editions Cheap*.

<http://www.editionscheap.fr/>

Ouvrage disponible à partir du 31 mai 2012.

<http://lidiotduvillage.org/2012/04/30/video-les-entrevues-de-lidiot-la-democratie-ambigue/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*

